Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/non-aux-subventions-atomiques



**17 septembre 2013**

# Le nucléaire n'est pas une énergie décarbonée ! Non aux aides d'État atomiques !

**Communiqué commun du Réseau "Sortir du nucléaire", des Amis de la Terre, Réaction en Chaîne Humaine et du Réseau Action Climat – 17 septembre 2013**

**À l'approche de la Conférence environnementale, le bilan de la politique énergétique française est affligeant. Au lieu d'agir pour la transition énergétique, et alors même qu'elle prétend réduire la part du nucléaire, la France fait des pieds et des mains pour soutenir l'industrie atomique ! C'est ainsi que, depuis des mois, EDF, Areva et les autorités françaises agissent de concert au niveau européen pour que le nucléaire puisse bénéficier de nouvelles subventions. Le Réseau "Sortir du nucléaire", les Amis de la Terre, le Réseau Action Climat et Réaction en Chaine Humaine dénoncent ces pratiques de lobbying agressives et opaques sur un sujet qui concerne le futur de l'ensemble des citoyens européens.**

Inquiète du recul du nucléaire au niveau international et anticipant sans doute le renouvellement de son parc nucléaire, la France soutient dans l'ombre des couloirs de Bruxelles les projets de la Commission Européenne visant à faire bénéficier le nucléaire des mêmes subventions que les énergies renouvelables [1]. Les nouvelles règles encadrant les aides d'État en Europe sont actuellement au stade des propositions mais seront très prochainement soumises à consultation au niveau des Etats avant leur vote au niveau européen. Ces consultations se déroulent généralement loin des débats publics mais plusieurs associations telles que les Amis de la Terre, le Réseau "Sortir du nucléaire" et la Réaction en chaîne humaine entendent bien les mettre sous les projecteurs !

En traitant le nucléaire comme une énergie « décarbonée », ce projet est du pain béni pour les pays pro nucléaires tels que la France, la Grande-Bretagne, la Pologne et la République Tchèque car il leur permettrait de financer le nucléaire [2] sans enfreindre les règles de libre concurrence. Mais, outre le fait que le risque d'accident et la production de déchets ingérables devraient suffire à interdire tout recours au nucléaire, c'est occulter que l'ensemble de la filière émet bien des gaz à effet de serre [3]. « Plaider le caractère « décarboné » du nucléaire est surtout un excellent alibi pour la France pour

maintenir le statu quo et continuer de financer ses fleurons industriels », déclare Lucie Pinson des Amis de la Terre. Les subventions au nucléaire, c'est autant de fonds qui ne vont pas aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables. C'est pourtant bien celles-ci et non l'atome qui constituent les vraies solutions au changement climatique.

Les associations dénoncent en outre un favoritisme inacceptable pour le nucléaire. « Les aides d'État étant en principe destinées au soutien de technologies en développement, il est scandaleux d'en faire bénéficier le nucléaire : dangereuse et inutile, cette technologie du siècle dernier a déjà été sur-subventionnée de manière directe et indirecte » rajoute Charlotte Mijeon du Réseau "Sortir du nucléaire". Financement de la recherche, construction du parc avec les fonds publics, sous-estimation du coût des déchets et du démantèlement dans le prix de l'électricité, réparation et indemnisation par l'Etat en cas d'accident, garanties de la COFACE pour soutenir les exportations… la liste est longue ! « En tant que citoyens européens, nous pensons que seules les énergies renouvelables et les économies d'énergie, qui sont d'ailleurs bien plus créatrices d'emplois que le nucléaire, doivent être soutenues », déclare Christine Hasse de la Réaction en chaîne humaine.

Mais pour vendre des réacteurs, la France est prête à toutes les manigances. À travers ces lignes directrices, la France se fait le relais des intérêts d'EDF, qui demande à pouvoir bénéficier d'un tarif d'achat garanti pour l'électricité produite par le réacteur EPR qu'elle veut faire construire en Grande-Bretagne pour compenser ses coûts financiers élevés. Au regard du droit européen actuel, ce mode de financement est illégal [4] ; mais si elles entraient en vigueur, les nouvelles lignes directrices pourraient ouvrir la porte à des mécanismes qui reportent les coûts sur les contribuables. Ces tentatives des firmes nucléaires pour capter l'argent public sont d'autant plus révoltantes qu'en parallèle, Areva a mené des démarches auprès de la Commission Européenne pour demander le « retrait progressif » de « toute une série de distorsions tarifaires » telles que « les subventions aux énergies renouvelables et à la lutte contre la précarité énergétique » [5] !

**Ces manoeuvres en sous-main d'un État aux ordres de l'industrie nucléaire sont inacceptables et ôtent toute crédibilité à un gouvernement qui prétend réduire la part du nucléaire dans le mix énergétique. Sur ces sujets qui engagent l'avenir énergétique, les citoyens français et européens méritent des décisions transparentes et soucieuses du bien commun. Les associations invitent les citoyens à signer la pétition envoyée à la Commission Européenne (www.my-voice.eu) pour dénoncer ces processus non démocratiques et demander une vraie transition énergétique plutôt qu'un soutien indécent à une technologie mortifère.**

Contacts presse : Réseau "Sortir du nucléaire" : Charlotte Mijeon – 06 64 66 01 23

Les Amis de la Terre : Caroline Prak - 01 48 51 18 96

La Réaction en Chaîne Humaine : Christine Hasse - 07 77 20 27 71

Réseau Action Climat : Célia Gautier - 01 48 58 89 76

---

## Notes

[1] Voir ici les contributions de la France et des autres pays : https://ec.europa.eu/competition/state_aid/modernisation/energy_environment_en.html#comments

[2] https://www.independent.ie/world-news/scene-set-for-nuclear-power-row-as-eu-rules-on-state-aid-due-soon-29506330.html

[3] Voir la brochure inter-associative Face à la menace climatique, l'illusion du nucléaire : https://www.rac-f.org/Face-a-la-menace-climatique-l

[4] Voir les travaux de la coalition Energy Fair : https://www.energyfair.org.uk/

[5] https://www.independent.co.uk/news/uk/home-news/nuclear-boss-wants-to-cut-family-fuel-aid-8537553.html